

« Fonction publique hospitalière morte » : sur France Info, FO dénonce l'abandon de l'hôpital public

Invité de France Info ce 8 septembre, à l'occasion de la journée de mobilisation « Fonction publique hospitalière morte », Grégory LEDUC, secrétaire fédéral de la branche santé de la Fédération FO des personnels des Services Publics et des Services de Santé (FO-SPSS), a dressé un constat sans concession de la situation de l'hôpital public et de ses personnels. Alors que des minutes de silence, rassemblements et actions symboliques étaient organisés dans de nombreux établissements, il a rappelé la difficulté particulière des hospitaliers à rendre leur mobilisation visible. Même lorsqu'ils font grève, la continuité des soins doit être assurée et les agents sont souvent assignés en nombre : « Certains jours de grève, il y a davantage de personnels présents que les jours ordinaires. » Pour autant, leur colère est bien réelle.

Derrière les discours politiques, une situation catastrophique

Grégory LEDUC a dénoncé les conséquences de l'instabilité politique et de la succession des ministres de la Santé (neuf en quelques années), mais surtout le décalage grandissant entre la communication gouvernementale et la réalité des établissements. « Quand on écoute les ministres, tout serait maîtrisé et tout irait bien. Mais sur le terrain, c'est la catastrophe », a-t-il résumé.



Les épisodes de canicule ont une nouvelle fois révélé des locaux inadaptés, l'absence de climatisation dans de nombreux services et des conditions de travail devenues insupportables.

Les agents hospitaliers se retrouvent quotidiennement devant des patients sans pouvoir leur apporter de solution satisfaisante, faute de lits, de personnels ou de possibilités de prise en charge en amont comme en aval. Les délais pour obtenir une consultation s'allongent, des capacités continuent d'être supprimées et les professionnels quittent massivement les établissements en raison de conditions de travail dégradées.

Pour Grégory LEDUC, cette situation est le résultat de trente années de politiques fondées sur les économies et les restructurations : « Depuis trente ans, les gouvernements nous expliquent qu'ils ont les solutions pour l'hôpital et les services publics. Pourtant, sur le terrain, cela ne fonctionne plus. »

Le Ségur n'a pas réglé toute la question des salaires

Aux responsables politiques qui opposent régulièrement le Ségur de la santé aux revendications des hospitaliers, Grégory LEDUC répond que le compte n'y est plus. Si les mesures du Ségur ont permis des revalorisations alors importantes, elles n'ont pas compensé les années de décrochage salarial de ces dernières années. Le gel persistant de la valeur du point d'indice entraîne une nouvelle baisse du pouvoir d'achat.

Sur les quatre dernières années, l'inflation a atteint environ 15 %, quand les revalorisations générales accordées aux fonctionnaires sont restées très inférieures.

« Avant le Ségur, les hospitaliers français figuraient déjà parmi les moins bien rémunérés d'Europe. Il faut arrêter de faire croire que tout aurait été réglé », a-t-il insisté.

Les difficultés de recrutement et les départs ne pourront pas être résolus sans une augmentation générale des rémunérations, une revalorisation des grilles et des carrières et une véritable amélioration des conditions de travail.

Réduire les moyens alors que les besoins augmentent

Face aux arguments budgétaires du gouvernement, Grégory LEDUC a rappelé que l'hôpital public est principalement financé par la Sécurité sociale, elle-même alimentée par les cotisations sociales. Celles-ci ne constituent donc pas des « charges », mais la ressource indispensable au financement de notre système de santé.

Les exonérations de cotisations sociales fragilisent ce financement, alors même que les besoins progressent. Le vieillissement de la population, l'augmentation des maladies chroniques et les avancées médicales nécessitent davantage de moyens humains et financiers.

« On ne peut pas demander à l'hôpital de répondre à des besoins toujours plus importants tout en réduisant continuellement ses budgets », a souligné le secrétaire fédéral FO.

À l'approche des débats budgétaires, FO refuse que la réduction du déficit de la Sécurité sociale serve une nouvelle fois de prétexte à des économies sur les soins, les effectifs et les personnels.

Une complémentaire santé « low cost » pour les hospitaliers

La protection sociale complémentaire constitue un autre motif majeur de colère. Les agents de la fonction publique hospitalière sont les derniers travailleurs de France à ne pas bénéficier d'une participation de leur employeur au financement de leur complémentaire santé. Leur couverture en matière de prévoyance, notamment en cas d'incapacité de travail, demeure également insuffisante.

Cette situation est d'autant plus injuste que les personnels hospitaliers subissent une sinistralité particulièrement élevée, avec davantage d'accidents du travail que dans certains secteurs pourtant réputés dangereux, comme le bâtiment.

L'enveloppe envisagée de 400 millions d'euros représenterait environ 28 euros mensuels par agent. Pour Grégory LEDUC, ce montant conduirait inévitablement à une protection « low cost », inférieure à celle dont bénéficient de nombreux salariés du secteur privé.

Il a également dénoncé l'absence de dialogue réel avec le ministère : malgré les demandes répétées des organisations syndicales, la ministre n'a toujours pas reçu directement leurs représentants pour discuter de ce dossier essentiel.

FO réclame un investissement massif dans l'hôpital

Canicule, manque de personnel, salaires insuffisants, hiver et épidémies à venir, protection sociale complémentaire au rabais : pour FO, les raisons de la mobilisation se cumulent et la réponse ne peut plus se limiter à des discours.

La Fédération FO-SPSS demande un investissement massif dans l'hôpital public, une augmentation générale des salaires, des recrutements à la hauteur des besoins, l'arrêt des fermetures de lits et de services ainsi qu'une protection sociale complémentaire de haut niveau.

La journée « Fonction publique hospitalière morte » adresse ainsi un avertissement clair au gouvernement : derrière le silence symbolique observé dans les établissements, la colère des hospitaliers est profonde. Ils refusent désormais d'être laissés seuls face à la dégradation du service public et aux souffrances des patients.

Le secrétariat fédéral

Paris, le 8 septembre 2026